



ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

16 Novembre 2024

www.lodj.ma



**ET SI "L'EFFICACITÉ
GOUVERNEMENTALE"
D'ELON MUSK S'INVITAIT
CHEZ M. AKHANOUCHE !**



SCAN ME!

REALLY GREAT SITE

L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



SCAN ME!

SOMMAIRE

04

TRUMP 2.0 : LA PLANÈTE ÉCONOMIQUE EN MODE PROTECTIONNISTE ?

05

COP29 : L'INTÉRÊT DU MAROC POUR LES MARCHÉS DU CARBONE

09

LE GOUVERNEMENT MAROCAIN S'ENGAGE (ENFIN) ENVERS LES PME

15

LES TARIFS DOUANIERS AMÉRICAINS S'ABATTENT SUR LE PHOSPHATE MAROCAINS

17

BLACK FRIDAY AU MAROC : UN TREMPLIN POUR LES MARQUES LOCALES ET LES TALENTS NATIONAUX

21

ET SI "L'EFFICACITÉ GOUVERNEMENTALE" D'ELON MUSK S'INVITAIT CHEZ M.AKHANOUCH !

WEEK

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الرسالة
ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 16 NOVEMBRE 2024

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSaid - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

TRUMP 2.0 : LA PLANÈTE ÉCONOMIQUE EN MODE PROTECTIONNISTE ?

Sommes-nous dans le cadre d'un nouvel ordre économique Trump 2.0 avec une instabilité économique mondiale ?

La réélection de Donald Trump, un événement aux répercussions multiples, suscite un mélange d'espoir et d'incertitude sur la scène économique mondiale. En promettant une relance audacieuse, Trump divise autant qu'il mobilise, bouleversant les équilibres traditionnels et forçant les nations à réajuster leurs stratégies.

La réélection de Trump : Quels enjeux pour l'économie mondiale ? un moteur d'optimisme ou une source de tensions ?

La réaction des marchés financiers américains a été immédiate : le Dow Jones a bondi, témoignant de l'enthousiasme des investisseurs. La promesse de baisses d'impôts et de déréglementations sectorielles a ravivé la confiance des entreprises.

Pourtant, cet optimisme pourrait être éphémère. Si les grandes entreprises voient leurs marges se renforcer, les consommateurs américains risquent de subir les contrecoups de politiques protectionnistes, avec une inflation potentielle due à des hausses tarifaires sur les importations.

Cette nouvelle politique économique a suscité des interrogations quant à l'orientation future de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Face à ces défis potentiels d'un retour d'inflation, la Fed devra évaluer attentivement l'impact de ces mesures sur la stabilité économique et ajuster ses taux d'intérêt en conséquence.

D'autre part, le renforcement du dollar, bien qu'il illustre la confiance internationale, pose des défis pour les pays émergents. Ceux-ci, souvent endettés en dollars, pourraient voir leur fardeau financier s'alourdir, exacerbant les tensions économiques internes.

Depuis la réélection de Donald Trump, les marchés des cryptomonnaies ont connu une hausse notable. Le Bitcoin, par exemple, a atteint un sommet historique, dépassant les 90 000 dollars, soit une augmentation de plus de 30 % depuis les élections du 5 novembre. D'autres cryptomonnaies, telles que l'Ether et le Dogecoin, ont également enregistré des gains significatifs, avec des hausses respectives de 35 % et 156 % depuis les élections.

Cette dynamique haussière est largement attribuée aux promesses de Trump de faire des États-Unis la "capitale crypto de la planète" et de constituer une réserve nationale de bitcoins. Les investisseurs anticipent un environnement réglementaire plus favorable aux cryptomonnaies sous sa nouvelle administration, notamment avec le remplacement potentiel du président de la SEC, Gary Gensler, connu pour ses actions strictes contre les entreprises crypto.

Depuis la réélection de Donald Trump, les rendements des obligations du Trésor américain ont connu des fluctuations notables. Le rendement de l'obligation à 10 ans a légèrement augmenté pour dépasser 4,45 % le 14 novembre 2024, après avoir atteint 4,38 % plus tôt dans la journée.

Cette hausse reflète les anticipations des investisseurs concernant les politiques économiques de la nouvelle administration, notamment en matière de dépenses publiques et de fiscalité.

Les marchés obligataires réagissent également aux données économiques récentes. Par exemple, les rendements ont augmenté après la publication de données économiques suggérant que la Réserve fédérale pourrait cesser d'augmenter les taux d'intérêt, bien que la forte baisse des rendements au cours des dernières semaines ait placé l'obligation de référence du Trésor américain à 10 ans sur la voie de sa plus forte baisse mensuelle depuis août 2011.

Ces mouvements sur le marché obligataire américain ont des implications mondiales, influençant les taux d'intérêt et les flux de capitaux internationaux. Les investisseurs surveillent attentivement les décisions de la Réserve fédérale et les orientations budgétaires de l'administration Trump, car elles détermineront l'évolution future des rendements obligataires et, par conséquent, des conditions financières mondiales.

Face aux politiques protectionnistes future de l'administration Trump, des puissances comme la Chine et l'Allemagne adoptent des approches prudentes. La Chine, principal partenaire commercial des États-Unis, est confrontée à la menace de sanctions commerciales. Pour réduire sa dépendance, elle doit accélérer ses réformes économiques et diversifier ses partenariats. De son côté, l'Allemagne, bien que moteur de l'économie européenne, se tourne vers de nouveaux marchés en Asie et en Afrique pour compenser une éventuelle réduction des échanges transatlantiques.

Ces dynamiques rappellent l'importance pour des pays comme le Maroc d'adopter une approche proactive.



COP29 : L'intérêt du Maroc pour les marchés du carbone

Les marchés du carbone, aussi appelés systèmes d'échange de quotas d'émissions (SEQE) ou systèmes de permis d'émissions négociables (Emissions Trading Schemes – ETS en anglais), sont devenus des instruments essentiels pour réguler et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale. Ce mécanisme innovant, conçu pour inciter les entreprises à diminuer leurs émissions, s'inscrit dans les efforts de nombreux pays pour atteindre les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris. Le Maroc, engagé depuis plusieurs années dans une politique de développement durable, explore actuellement la possibilité de rejoindre ces marchés afin de renforcer son ambition écologique et attirer de nouveaux investissements verts.

Les marchés du carbone reposent sur un principe simple mais puissant : un plafond d'émissions est fixé pour certains secteurs économiques, et des quotas sont attribués aux entreprises, leur permettant d'émettre une quantité limitée de CO₂. Les entreprises qui réussissent à réduire leurs émissions en deçà de leur quota peuvent vendre leur surplus de permis à d'autres entreprises, créant ainsi un marché où le prix de la tonne de CO₂ devient un indicateur économique fort pour inciter les industries à investir dans des technologies propres.

Ce système, déjà en vigueur dans l'Union européenne depuis 2005 avec le SEQE-UE, a prouvé son efficacité pour diminuer les émissions tout en permettant une transition progressive des entreprises vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement. En intégrant ces marchés, le Maroc pourrait bénéficier d'un cadre structuré, soutenu par des mécanismes de marché, pour atteindre ses objectifs de réduction d'émissions.

Le Maroc, qui a érigé la transition énergétique et l'engagement climatique en priorité nationale, voit dans le marché du carbone une opportunité stratégique. Le pays a d'ailleurs renforcé sa politique climatique lors de la COP22 à Marrakech, en s'engageant à réduire ses émissions de 42 % d'ici 2030. Cependant, cet objectif ambitieux ne peut être atteint sans une mobilisation accrue des secteurs économiques et industriels du pays, qui restent, pour certains, encore très dépendants des énergies fossiles.

L'adhésion à un marché du carbone pourrait offrir au Maroc plusieurs avantages :

Le 23 septembre 2024, la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et Casablanca Finance City Authority (CFCA) ont signé un protocole d'accord visant à créer un marché volontaire du carbone à portée régionale. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre des engagements du Maroc en vertu de l'Accord de Paris et vise à positionner le pays comme un acteur majeur du développement durable en Afrique.

Ce marché volontaire du carbone permettra de développer un écosystème performant, favorisant l'investissement dans les technologies propres et soutenant la compétitivité des exportations marocaines. Ce mécanisme de compensation carbone, fondé sur le principe du pollueur-payeur, pourrait également anticiper les exigences du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne.

En s'associant pour créer ce marché, la CDG et la CFCA démontrent leur engagement à accompagner la transition écologique du Maroc et à apporter des solutions accessibles aux porteurs de projets en matière de décarbonation, tant au niveau national que régional. Cette initiative représente une opportunité remarquable pour renforcer l'engagement du Royaume en matière d'atténuation des changements climatiques.

Ainsi, le Maroc, à travers des institutions telles que la CDG et la CFCA, s'engage activement dans la mise en place de mécanismes de marché pour atteindre ses objectifs climatiques, tout en renforçant sa position sur la scène internationale de la finance durable.



COP29 : L'intérêt du Maroc pour les marchés du carbone

Un outil réglementaire pour des objectifs de réduction d'émissions

Cependant, l'intégration du Maroc dans les marchés du carbone n'est pas sans obstacles. D'une part, la mise en place d'un système de quotas d'émissions nécessite une infrastructure réglementaire et technique robuste pour surveiller, vérifier et rapporter les émissions de manière précise et transparente.

D'autre part, les coûts liés à la transition pour certains secteurs industriels, particulièrement l'industrie lourde, pourraient être élevés, rendant l'adhésion difficile pour les entreprises aux capacités d'investissement limitées.

De plus, le Maroc devra veiller à ce que les revenus générés par la vente de quotas soient réinvestis dans des projets durables et des initiatives de transition écologique pour maximiser l'impact de cette politique sur le long terme.

L'adhésion potentielle du Maroc aux marchés du carbone pourrait marquer un tournant dans sa politique environnementale.

En participant à ce système, le Maroc montrerait non seulement son engagement dans la lutte contre le changement climatique, mais ouvrirait également de nouvelles perspectives économiques, contribuant à la création d'un écosystème favorable aux énergies renouvelables et aux innovations vertes.

Toutefois, pour que cette initiative soit couronnée de succès, une planification minutieuse et une approche collaborative avec les acteurs du secteur privé seront essentielles.

En ce sens, le marché du carbone pourrait devenir un levier stratégique, contribuant à faire du Maroc un acteur clé de l'économie verte sur le continent africain.

PORTS LIBÉRIENS : UN NOUVEAU SOUFFLE ÉCONOMIQUE SOUS L'EXPERTISE DE MARSA MAROC

En partenariat avec le Liberia, Marsa Maroc, leader marocain en gestion portuaire, s'engage dans une modernisation ambitieuse des ports clés du pays pour améliorer le commerce en Afrique de l'Ouest. Ce projet répond à la stratégie africaine de Marsa Maroc, qui vise à transformer les infrastructures portuaires pour répondre aux besoins croissants de logistique et de commerce. Après des projets au Bénin, où l'entreprise gère les principaux terminaux du port de Cotonou, Marsa Maroc applique désormais son expertise au Liberia pour renforcer la connectivité régionale et optimiser le flux des marchandises.



Quels sont les enjeux de ce projet ?

Le partenariat entre Marsa Maroc et l'Autorité portuaire nationale du Liberia repose sur un protocole d'accord signé à Monrovia, couvrant une période de 18 mois. Le but principal est la transformation des ports de Monrovia et de Buchanan en hubs logistiques efficaces. Marsa Maroc prévoit de rénover ces installations en mettant en place un terminal polyvalent conçu pour traiter une variété de marchandises, de vrac sec à des cargaisons diverses. Ce terminal augmentera la capacité de gestion de fret du Liberia, essentielle pour un développement commercial durable dans la région.

Cette modernisation n'est pas seulement un défi technique mais également une opportunité pour Marsa Maroc de démontrer sa capacité à structurer des partenariats public-privé en Afrique, créant des emplois locaux et attirant des investissements. Les compétences marocaines dans la gestion portuaire deviennent une ressource précieuse pour les pays africains souhaitant dynamiser leur économie à travers des infrastructures modernes et efficaces.

En renforçant les capacités portuaires du Liberia, Marsa Maroc vise à en faire un pôle logistique compétitif en Afrique de l'Ouest. Cette stratégie s'inscrit dans une vision plus large qui va au-delà du Liberia, touchant toute la région ouest-africaine. En intégrant des infrastructures portuaires modernes, Marsa Maroc joue un rôle déterminant dans le renforcement des échanges interafricains et dans l'attraction de partenaires économiques internationaux.

Sekou H. Dukuly, directeur de l'Autorité portuaire nationale du Liberia, a exprimé sa confiance dans cette collaboration, soulignant que le savoir-faire de Marsa Maroc est crucial pour propulser les ports libériens vers de nouveaux standards de performance et de durabilité. La modernisation des ports libériens représente une avancée stratégique pour attirer de nouveaux investisseurs, accélérer le commerce, et améliorer la logistique dans un pays aux infrastructures portuaires encore limitées.

Ce projet au Liberia rappelle celui mené au Bénin, où Marsa Maroc joue un rôle majeur dans la transformation du port de Cotonou en un centre régional pour le commerce. La société gère les terminaux 1 et 5 en partenariat avec Benin Manutentions S.A., contribuant à faire de Cotonou un point névralgique pour les échanges ouest-africains. Par cette présence africaine renforcée, Marsa Maroc se positionne comme un leader en matière de gestion portuaire et de modernisation logistique, répondant aux exigences croissantes des échanges économiques sur le continent.

À travers ces investissements, Marsa Maroc dépasse le simple cadre de la gestion portuaire pour devenir un partenaire stratégique dans la croissance économique des pays africains. Ce type de collaboration conforte l'image de la société comme acteur de premier plan dans le secteur portuaire, offrant des solutions modernes aux défis de logistique et de commerce en Afrique. Des défis à anticiper

Cependant, cette expansion soulève des questions : Marsa Maroc saura-t-elle adapter ses méthodes pour répondre aux spécificités du Liberia ? Quels seront les coûts à long terme pour le Liberia et comment ce projet influencera-t-il la gouvernance portuaire locale ? La formation des équipes locales est-elle suffisante pour assurer une transition efficace et durable vers de nouvelles infrastructures ?

BUZZ ÉCONOMIQUE DE LA SEMAINE

La Caisse de dépôt et de gestion (CDG) et le groupe Gotion High-Tech ont signé, ce mercredi 13 novembre 2024 à Hefei en Chine, un mémorandum d'entente pour accompagner la gigafactory de batteries électriques en construction à Kénitra. L'accord prévoit la prise de participation de CDG Invest, via son fonds dédié à l'industrie dénommé NAMA, dans Gotion Power Morocco qui, pour rappel, doit développer une plateforme de production de 20 GWh de batteries lithium-ion, de systèmes de stockage d'énergie (ESS) et de matériaux de cathode, pour un investissement de 13 milliards de dirhams.



BUZZ ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

@lodjmaroc      

LE GOUVERNEMENT MAROCAIN S'ENGAGE (ENFIN) ENVERS LES PME

PME MAROCAINES : UNE RENAISSANCE OU UNE ÉNIÈME PROMESSE ?

Le gouvernement marocain, par le biais de sa ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, semble enfin saisir l'importance des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) pour le dynamisme économique du pays. Alors que ces entreprises forment l'épine dorsale du tissu productif national, elles font face depuis des années à des défis majeurs, qu'il s'agisse de la concurrence, de l'accès au financement ou des charges administratives. C'est dans ce contexte que la ministre a récemment annoncé l'adoption d'un décret pour soutenir ces structures, en soulignant l'introduction de nouvelles mesures et l'accès accru aux marchés publics, offrant aux PME la possibilité de bénéficier de l'investissement public.

Un effort notable se manifeste dans le cadre de programmes de financement, notamment via Tamwilcom et le Fonds Mohammed VI pour l'investissement. Ces initiatives visent à injecter des ressources financières indispensables pour les entreprises émergentes et à moyen terme, stimuler la croissance de l'emploi. Pourtant, on pourrait se demander si ces mesures seront réellement suffisantes pour relever les défis profonds des PME marocaines. Bien que les montants annoncés – tels que les 14 milliards de dirhams prévus pour l'emploi dans le prochain Projet de Loi de Finances (PLF) – témoignent d'une intention de revitaliser le marché de l'emploi, le risque subsiste que ces fonds soient absorbés sans réels effets sur le terrain.



**14 MILLIARDS DE DIRHAMS PRÉVUS
POUR L'EMPLOI DANS LE PROCHAIN
PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF)**

Par ailleurs, Mme Fettah a également mentionné l'accompagnement fiscal destiné aux PME pour faciliter leur transition du secteur informel vers le formel. Cette décision s'inscrit dans une tentative de normaliser et d'officialiser une partie de l'économie nationale, bien qu'il reste à voir si l'incitation fiscale sera suffisante pour convaincre les entrepreneurs de s'engager dans cette démarche. Le contexte reste tendu, avec une pression importante pour stimuler l'investissement privé et alléger la dépendance au secteur public. En effet, malgré les 340 milliards de dirhams alloués à l'investissement public dans le PLF 2025, le soutien des capitaux privés reste essentiel pour une croissance durable.

Le défi demeure donc : le gouvernement parviendra-t-il à transformer cette initiative en résultats tangibles pour les PME ? Ou cette annonce marquera-t-elle une autre promesse politique qui peine à répondre aux réalités économiques du pays ?

Démocratiser l'accès des jeunes à l'art



La Fondation Al Mada, accompagnée d'Attijariwafa bank et inwi, et le ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports, lancent un partenariat ambitieux visant à démocratiser l'accès des jeunes à l'art pour enrichir leur épanouissement culturel. Inspirée par l'Académie des Arts créée en 2009 par la Fondation Attijariwafa bank, cette initiative prévoit d'étendre ce modèle à grande échelle dans les régions, offrant une expérience éducative unique aux élèves des établissements scolaires publics.

NEET : LE PARI D'UNE RÉINSERTION ÉCONOMIQUE MASSIVE AU MAROC

ENFIN, UN PROGRAMME GOUVERNEMENTAL POUR L'INTÉGRATION DES JEUNES NEET AU MARCHÉ DE L'EMPLOI

Le gouvernement marocain déploie une mobilisation ambitieuse pour répondre au défi des NEET. En soutenant les entreprises, en restructurant les programmes d'emploi, et en intégrant une formation en alternance, le Maroc tente de transformer la marginalisation d'une grande partie de sa jeunesse en une opportunité de croissance. Si le défi reste immense, cette initiative marque une étape significative vers une économie plus inclusive et solidaire.

Intégration des NEET : L'État à la rescousse d'une jeunesse laissée pour compte ?

Face à la croissance alarmante du nombre de jeunes sans emploi, formation ni diplôme – les NEET – le Maroc adopte une stratégie inédite pour répondre à ce défi social et économique. La nouvelle initiative nationale cible directement cette catégorie, souvent exclue des politiques publiques d'emploi. Plus qu'une simple réponse temporaire, ce programme marque une volonté de restructuration de la politique d'inclusion pour transformer le parcours des jeunes non-diplômés vers l'emploi et la stabilité économique.

La Loi de Finances 2025 concrétise cette ambition avec une série de mesures, dont la plus marquante est l'ouverture du programme "Idmaj" aux non-diplômés. Initialement dédié aux diplômés, ce contrat offre désormais aux entreprises des exonérations fiscales et des avantages sociaux pour les inciter à embaucher les jeunes NEET. L'objectif est clair : encourager les entreprises à donner une chance à ces jeunes, souvent marginalisés, afin de favoriser leur insertion durable.



À cela s'ajoute une adaptation du programme de formation Taehil, qui inclut désormais des modules pour développer les compétences de cette population et favoriser leur employabilité.

Pour répondre aux besoins d'emplois techniques et manuels, le gouvernement introduit un programme d'apprentissage alterné spécifiquement orienté vers les métiers de l'agriculture, l'hôtellerie, l'artisanat, et la pêche. Ce programme est conçu pour offrir un équilibre de 20 % de théorie et 80 % de pratique, une combinaison qui permet aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires tout en s'insérant progressivement dans le marché du travail.

Actuellement, 25 000 jeunes sont en apprentissage, mais les prévisions montrent que ce nombre pourrait quadrupler pour atteindre 100 000 jeunes par an. Cette ambition montre la volonté d'agir sur le long terme, pour un impact significatif sur l'économie marocaine.

Les Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME), qui représentent la majorité du tissu économique marocain, sont un maillon crucial de ce dispositif. Ces entreprises génèrent plus de 50 % des emplois, et leur renforcement est essentiel pour absorber le flot de jeunes NEET.

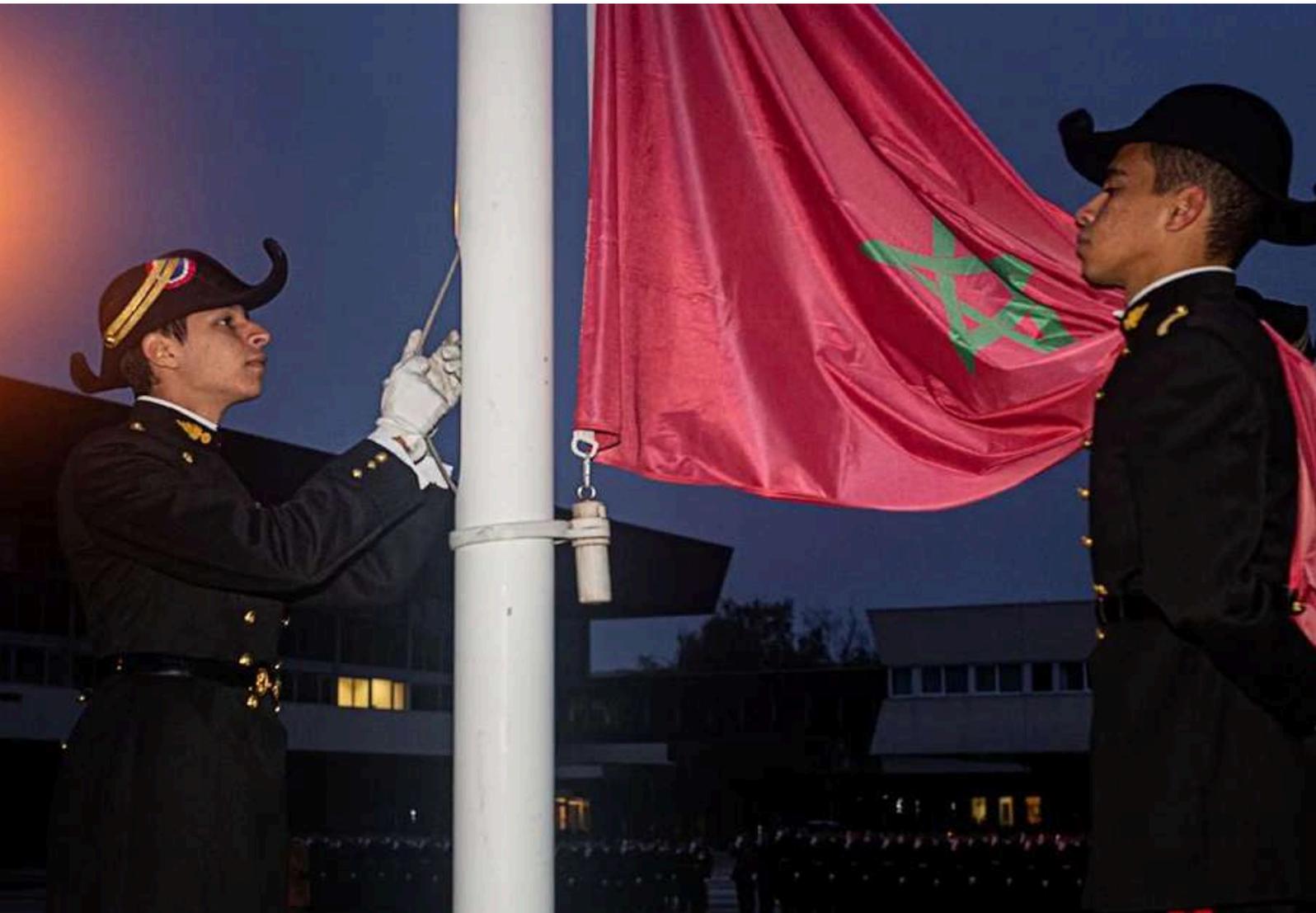
La Charte d'Investissement et les 12 milliards de dirhams dédiés par la Loi de Finances 2025 visent précisément à soutenir ces TPME pour qu'elles puissent accueillir plus de jeunes et contribuer à une intégration économique durable. En parallèle, un soutien pour l'assurance maladie obligatoire (AMO) et des exonérations de cotisations sont proposés, des mesures destinées à rendre l'embauche plus attractive et viable pour ces entreprises.

Si cette politique novatrice traduit une volonté réelle d'inclusion, elle soulève néanmoins certaines questions.

Les 212 500 jeunes NEET visés dès la première année seront-ils effectivement absorbés par le marché du travail ? Quels mécanismes de suivi et d'évaluation garantiront la pérennité de ces emplois et éviteront une précarisation de ces jeunes au sein des TPME ?

De plus, l'absence de formation préalable pour certains métiers plus spécialisés pourrait limiter la portée de ce programme. Une vigilance s'impose donc pour ajuster les dispositifs aux besoins réels des entreprises et aux aspirations des jeunes bénéficiaires.

105 à l'X Paris



Les étudiants marocains constituent la nationalité étrangère la plus représentée à l'Ecole Polytechnique de Paris. Ainsi, l'"X" compte 105 élèves marocains dans les promotions du cycle ingénieur qui étudient actuellement.

Climat des affaires : l'OCDE évalue le Maroc

L'organisation pour la coopération et le développement économiques (ocde) vient de publier une revue sur le climat des affaires au Maroc, accompagnée de recommandations pour améliorer l'environnement d'investissement. ce rapport souligne les progrès réalisés par le royaume tout en identifiant des axes de développement pour renforcer sa compétitivité économique.

Le maroc est depuis plusieurs années un acteur dynamique dans le développement économique et l'attraction des investissements étrangers. la récente évaluation de l'ocde confirme les progrès accomplis en matière de réforme économique, de transparence et d'attractivité du marché. cependant, le rapport met également en lumière les défis qui restent à relever pour améliorer encore plus le climat des affaires au maroc.

L'OCDE reconnaît les efforts du maroc dans le renforcement de ses infrastructures, la simplification des procédures administratives et l'amélioration de l'accès au financement pour les entreprises locales et étrangères. ces avancées font du maroc une destination de plus en plus compétitive en afrique du nord, notamment pour les investisseurs européens et asiatiques. néanmoins, certains domaines nécessitent des réformes approfondies pour rendre l'environnement d'affaires encore plus favorable, notamment en ce qui concerne la gouvernance, la transparence et la justice économique.

Dans son rapport, l'ocde propose plusieurs recommandations pour renforcer l'attractivité du maroc. l'une des principales priorités identifiées est l'amélioration de la transparence et de la prévisibilité des règles économiques. l'organisation souligne que des procédures administratives encore complexes et la perception d'une bureaucratie lourde peuvent constituer des obstacles pour les investisseurs potentiels. la simplification des démarches administratives et l'adoption de nouvelles technologies numériques pourraient considérablement faciliter l'implantation d'entreprises et l'expansion de projets d'investissement.

L'OCDE recommande également de mettre en place des mécanismes plus efficaces pour résoudre les différends commerciaux, un élément essentiel pour instaurer un climat de confiance entre les acteurs économiques. renforcer les institutions judiciaires et garantir une application équitable des lois permettrait d'assurer une meilleure protection des investissements et d'encourager davantage d'entreprises à s'installer au maroc.

Le climat des affaires est un facteur clé de croissance économique, et l'adoption des recommandations de l'ocde pourrait avoir des effets positifs pour l'économie marocaine. en facilitant l'accès aux marchés et en attirant plus d'investissements étrangers, le maroc pourrait accélérer la création d'emplois, stimuler l'innovation et renforcer son positionnement sur les chaînes de valeur mondiales. le développement d'un environnement économique favorable est également crucial pour soutenir les petites et moyennes entreprises (pme), qui constituent un moteur important de l'économie nationale.

De plus, un climat d'investissement sain pourrait contribuer à diversifier l'économie marocaine, réduisant ainsi sa dépendance aux secteurs traditionnels tels que l'agriculture et le tourisme. en attirant des investissements dans des secteurs innovants comme la technologie, l'énergie renouvelable et l'industrie manufacturière, le maroc pourrait stimuler une croissance durable et renforcer sa résilience face aux fluctuations économiques mondiales.

L'un des axes principaux mis en avant par l'ocde concerne la durabilité. pour rendre le climat des affaires plus attractif, l'organisation recommande de renforcer les politiques environnementales et de promouvoir une croissance verte. le maroc, qui s'est engagé dans une transition vers des énergies renouvelables, est encouragé à intensifier ses efforts pour adopter des pratiques plus durables dans tous les secteurs économiques. cette approche répond aux attentes des investisseurs internationaux, de plus en plus sensibles aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (esg).

L'OCDE suggère également de mettre en œuvre des politiques fiscales incitatives pour encourager les entreprises à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. en soutenant l'innovation verte et les projets durables, le maroc pourrait non seulement répondre aux attentes des investisseurs, mais également consolider sa position de leader dans le domaine du développement durable en afrique.

Le rapport de l'ocde sur le climat des affaires au maroc offre une feuille de route précieuse pour le gouvernement et les acteurs économiques du pays. en suivant ces recommandations, le maroc pourrait renforcer son attractivité, attirer davantage d'investissements et soutenir une croissance économique durable. les réformes proposées visent non seulement à améliorer la compétitivité du pays, mais aussi à garantir un développement équilibré, respectueux de l'environnement et inclusif.

L'adhésion aux recommandations de l'ocde pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de coopération internationale pour le maroc, en particulier avec les pays de l'ocde, attirant ainsi des capitaux et des technologies. en adoptant une approche proactive et en misant sur l'innovation, le maroc a l'opportunité de transformer son climat des affaires et de préparer un avenir plus prospère pour ses citoyens et ses entreprises.

Le département du commerce des états-unis a récemment décidé d'augmenter les tarifs sur les importations d'engrais phosphatés en provenance du maroc. cette décision, issue de la deuxième révision administrative de l'ordonnance sur les droits compensateurs, représente un défi économique majeur pour l'industrie marocaine des phosphates, un secteur clé pour l'économie nationale.

Les Etats-Unis augmentent les tarifs sur les engrais phosphatés marocains : un coup dur pour l'économie nationale

Le Maroc, grâce à ses vastes réserves de phosphates, est l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux d'engrais phosphatés. les engrais marocains, exportés principalement par l'office chérifien des phosphates (ocp), sont largement utilisés dans l'agriculture aux états-unis. cependant, la récente décision du département américain du commerce d'augmenter les tarifs douaniers sur ces importations représente un revers important pour l'économie marocaine. cette mesure pourrait entraîner une baisse significative des exportations marocaines vers le marché américain, l'un des plus importants pour le secteur des phosphates.

Les nouveaux tarifs imposés sur les engrais phosphatés risquent de diminuer la compétitivité des produits marocains sur le marché américain, rendant leur coût plus élevé par rapport aux engrais produits localement ou importés d'autres pays. cette situation pourrait également contraindre l'ocp à revoir ses stratégies de commercialisation pour limiter les effets de cette hausse tarifaire et maintenir ses parts de marché à l'international.

Les tarifs douaniers américains s'abattent sur le phosphate marocains



L'augmentation des tarifs douaniers sur les engrais phosphatés marocains aura des répercussions directes sur la balance commerciale du maroc. en effet, les phosphates et leurs dérivés représentent une source de devises importante pour le pays, contribuant de manière significative aux recettes d'exportation. une baisse des ventes aux états-unis pourrait se traduire par une réduction des entrées de devises, aggravant ainsi le déficit commercial marocain.

Par ailleurs, cette situation pourrait affecter les recettes fiscales générées par l'ocp, impactant ainsi le budget de l'état. dans un contexte de pressions économiques globales, la perte de revenus liée à la diminution des exportations d'engrais pourrait poser un défi supplémentaire aux finances publiques marocaines, rendant plus difficile la réalisation de certains investissements publics.

D'un point de vue géopolitique, cette décision du département américain du commerce pourrait être interprétée comme un moyen pour les états-unis de protéger leur industrie locale des engrais, tout en adressant un signal économique au maroc. les relations entre les deux pays, bien que généralement cordiales, sont parfois marquées par des désaccords commerciaux, notamment sur des questions de concurrence et de protection des industries locales.

Pour le maroc, ce nouveau tarif représente un défi diplomatique. le royaume devra redoubler d'efforts pour renforcer ses relations commerciales avec d'autres partenaires économiques, notamment au sein de l'union européenne et en afrique, afin de compenser la perte potentielle de parts de marché aux états-unis. cette situation pourrait également encourager le maroc à diversifier ses exportations en se tournant vers de nouveaux marchés émergents, comme ceux de l'asie et de l'amérique latine.

Les tarifs douaniers américains s'abattent sur le phosphate marocains

Face à cette augmentation des tarifs douaniers, l'industrie marocaine des phosphates pourrait être amenée à explorer des solutions pour rester compétitive. cela pourrait inclure l'investissement dans la recherche et le développement pour améliorer la qualité et l'efficacité des engrais phosphatés, tout en réduisant leurs coûts de production. des innovations dans la production durable et l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement pourraient également permettre au maroc de répondre aux attentes croissantes en matière de durabilité de la part des marchés internationaux.

Le développement de produits spécialisés, comme les engrais bio ou à usage ciblé, pourrait offrir une opportunité pour l'ocp de diversifier son portefeuille et d'atteindre de nouveaux segments de marché. une telle stratégie permettrait non seulement de réduire la dépendance vis-à-vis des marchés soumis à des fluctuations tarifaires, mais aussi de renforcer la position du maroc comme acteur de premier plan dans l'agriculture durable à l'échelle mondiale.

L'augmentation des tarifs américains sur les engrais phosphatés marocains constitue un défi de taille pour l'économie nationale. cependant, cette situation pourrait également être une opportunité pour le maroc de diversifier ses marchés et de renforcer ses capacités d'innovation. en adoptant des stratégies de résilience, l'industrie marocaine des phosphates pourrait surmonter cet obstacle et continuer de jouer un rôle clé dans l'économie mondiale de l'agriculture.



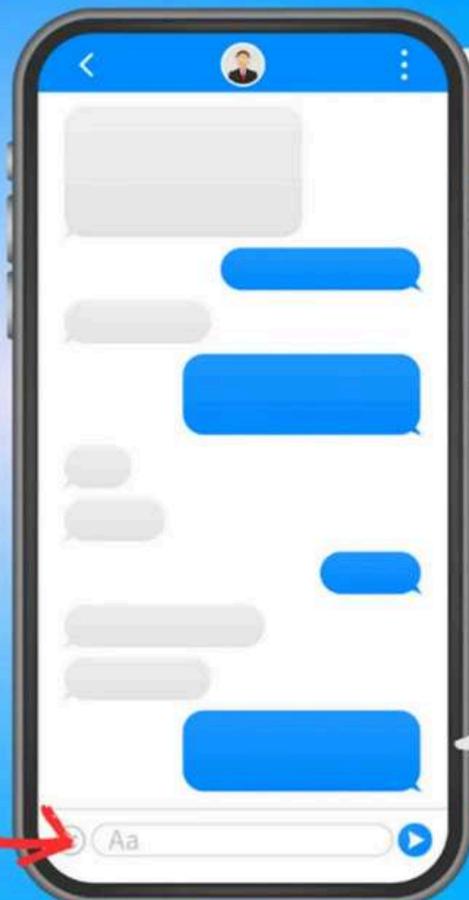
Du Trump avant Trump : Les Etats-Unis augmentent les tarifs sur les engrais phosphatés marocains : un coup dur pour l'économie nationale

Cette décision américaine rappelle l'importance pour le maroc de renforcer ses partenariats commerciaux et de chercher de nouveaux débouchés, en s'adaptant aux attentes internationales en matière de durabilité et de qualité. en diversifiant ses marchés et en développant des solutions innovantes, le maroc pourrait non seulement surmonter cet obstacle, mais aussi consolider sa position de leader dans l'industrie des engrais phosphatés.



L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



SCAN ME





Le Black Friday, événement commercial mondialement connu, s'est imposé au Maroc comme un phénomène incontournable, bien au-delà de son origine américaine.

Cette journée dédiée aux promotions exceptionnelles représente désormais une opportunité stratégique pour les entreprises marocaines, petites et grandes, ainsi que pour l'économie locale dans son ensemble. En effet, le Black Friday devient un véritable moteur de croissance, non seulement en stimulant les ventes, mais aussi en offrant une vitrine de choix pour les talents locaux et les marques marocaines.

Une dynamique de consommation accélérée

Au Maroc, le Black Friday n'est plus réservé aux grandes enseignes internationales. Au contraire, les commerçants locaux, qu'ils soient issus du secteur de la mode, de la technologie, de l'électroménager ou des produits artisanaux, ont vu dans cette journée un moyen d'attirer l'attention de nouveaux clients et de dynamiser leurs ventes.

Depuis quelques années, le Black Friday est devenu un moment clé du calendrier commercial, rivalisant même avec les périodes des fêtes de fin d'année. Les consommateurs marocains, de plus en plus informés et connectés, profitent de ces réductions massives pour acquérir des produits de qualité à prix réduits. Ce phénomène permet de stimuler la consommation intérieure et de soutenir de nombreux secteurs de l'économie.

Black Friday au Maroc : un tremplin pour les marques locales et les talents nationaux

Les petites et moyennes entreprises (PME) marocaines trouvent également un levier pour accroître leur visibilité. En effet, les réductions offertes pendant cette période leur permettent de se faire connaître d'un large public, de générer des ventes additionnelles, et de renforcer leur présence sur le marché.

L'essor des e-commerce et des plateformes en ligne a largement facilité cette dynamique, permettant aux entreprises locales de participer pleinement à l'événement sans avoir à investir massivement dans des infrastructures physiques.

Une vitrine pour les marques et talents locaux

Au-delà des promotions, le Black Friday offre aux marques marocaines l'opportunité de se distinguer sur le marché. Les créateurs locaux, les artisans et les petites entreprises trouvent dans cet événement un moyen de faire rayonner leur savoir-faire. Les produits « made in Morocco » tels que les vêtements, les accessoires, la maroquinerie, les produits cosmétiques, ou encore les produits artisanaux, peuvent ainsi se faire connaître à une échelle plus large, au-delà des frontières du pays.

De plus en plus de marques marocaines misent sur le Black Friday pour promouvoir des collections exclusives ou des collaborations spéciales. Certaines marques émergentes utilisent cette période pour accroître leur notoriété, en misant sur des offres limitées ou des éditions spéciales créées à l'occasion de l'événement. Le résultat est double : d'une part, ces marques profitent des ventes accrues grâce aux promotions, et d'autre part, elles bénéficient d'une visibilité importante, renforçant leur positionnement sur le marché local et international.



Les créateurs marocains de mode, de design ou d'art, quant à eux, ont trouvé dans le Black Friday un moyen de valoriser leurs talents. En mettant en avant des créations originales et locales, ils réussissent à capter l'attention des consommateurs à la recherche de produits uniques, alliant qualité et originalité.

Cela permet de renforcer l'identité du « made in Morocco », d'inciter à la consommation locale et de dynamiser l'ensemble des secteurs créatifs du pays.

Un impact positif sur l'économie nationale
Le Black Friday joue également un rôle important pour l'économie nationale en termes de création d'emplois temporaires et d'augmentation du chiffre d'affaires des entreprises. Les grandes surfaces, les e-commerçants et les acteurs locaux recrutent souvent du personnel supplémentaire pour gérer le flux massif de clients pendant cette période. Cela permet de soutenir l'emploi et de générer des revenus supplémentaires pour les travailleurs temporaires.

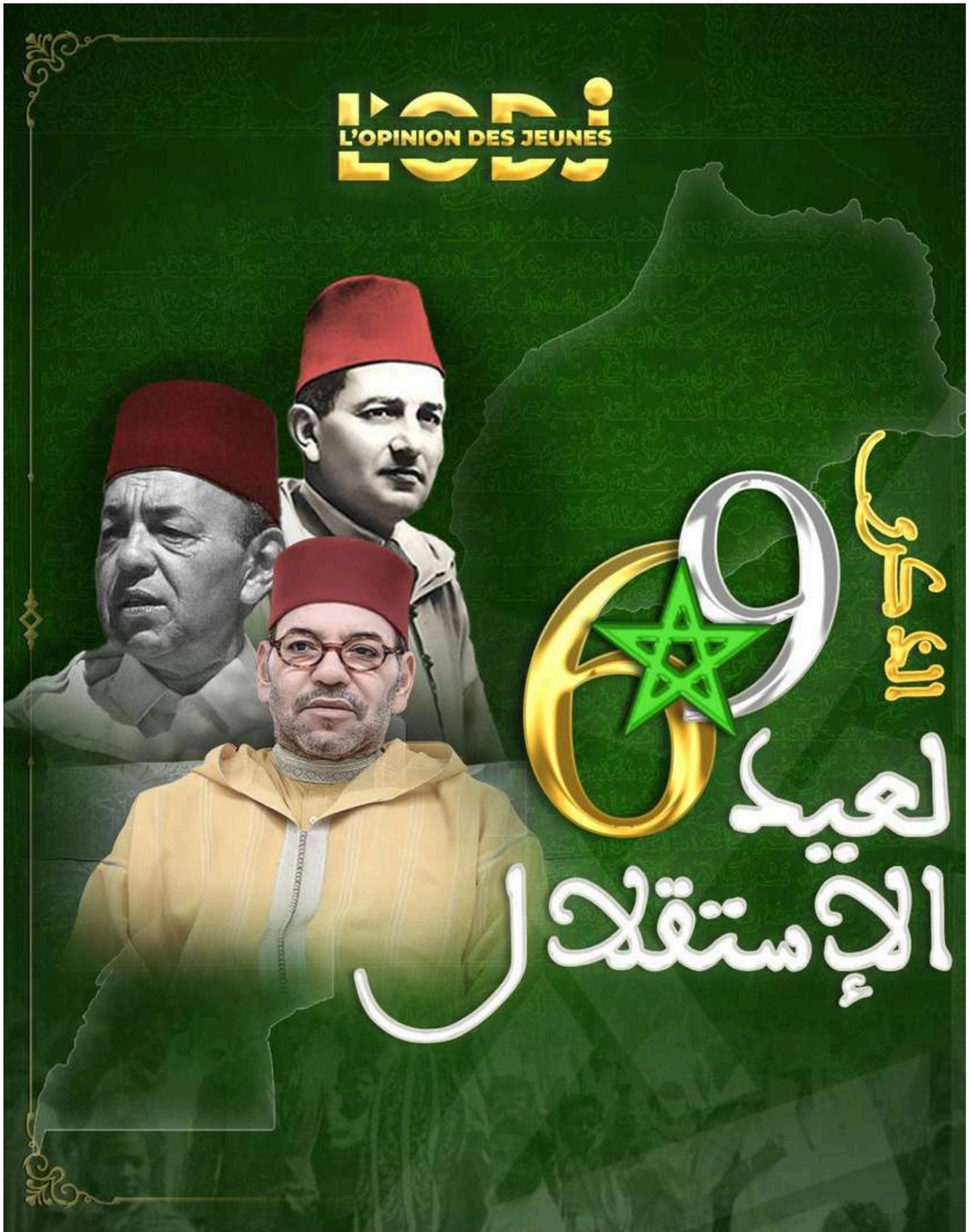
De plus, cet événement contribue à renforcer l'attractivité du Maroc en tant que destination de commerce et de consommation. Les touristes, tout comme les résidents, se laissent séduire par l'opportunité de profiter de prix avantageux sur une large gamme de produits. L'impact se fait donc sentir dans les secteurs liés à la vente au détail, mais aussi dans les services comme le transport, la logistique et la publicité.

Le Black Friday s'affirme comme un véritable levier pour l'économie locale, en stimulant la consommation, en offrant une vitrine pour les talents et les marques marocaines, et en contribuant à la création d'emplois temporaires. Cette journée ne se résume pas à un simple phénomène commercial, mais devient un événement stratégique pour les entreprises marocaines de tous horizons.

Black Friday au Maroc : un tremplin pour les marques locales et les talents nationaux

Grâce à une organisation bien pensée et à des offres attractives, le Maroc réussit à tirer pleinement parti de cet événement global, tout en mettant en avant son patrimoine, ses créateurs et ses entrepreneurs. Ainsi, le Black Friday devient non seulement une occasion d'acheter à prix réduits, mais aussi un moyen de soutenir l'économie locale et de promouvoir le savoir-faire marocain sur la scène internationale.





Toute la rédaction de L'ODJ Média reste mobilisée derrière SM Le ROI que Dieu l'assiste



Et si Elon Musk, futur ministre de "l'efficacité gouvernementale" chez Trump 2', faisait une petite escale chez le gouvernement Akhanouch !?

Et si "l'efficacité gouvernementale" d'Elon Musk s'invitait chez M.Akhanouch !

En même temps, on peut se demander, naïvement ou avec étonnement, comment l'homme le plus puissant et le plus riche au monde peut se contenter d'un ministère si ce n'est pour avoir un tremplin pour sa future carrière politique qui pourrait le mener à la Maison Blanche !?

En attendant, Elon Musk sera certainement le vrai et véritable vice-président de l'administration Trump 2 !

Imaginez un instant, même si cela n'est qu'un improbable scénario de science -fiction, que le gouvernement Akhanouch fasse appel à Elon Musk pour piloter un département chargé de l'efficacité gouvernementale.

Le chef du gouvernement avait à plusieurs reprises fait appel aux services de bureaux d'études internationaux de renommée dont le célèbre bureau Mckinsey , alors !? Dans les faits , ce serait de la pure et irrationnelle utopie !

Le patron de Tesla, Starlink , SpaceX et X , Twitter autrefois, a une philosophie toute simple : Aucune perte de temps. Pas de réunions inutiles. Il recommande à tous ses cadres de ne pas assister à des réunions où il n'ont rien à dire et où ils n'auront aucun intérêt à tirer pour l'entreprise. Le chemin le plus court pour communiquer l'information, quitte à ne pas passer par la hiérarchie !

Et puis, de l'innovation encore et toujours, de l'innovation tous azimuts même s'il faut essayer des échecs.

Rien n'empêche, en principe et en théorie, nos dirigeants de s'inspirer et d'adapter la méthodologie de Musk à notre société sauf que cela risque d'offusquer énormément d' archaïsmes omniprésents dans les rouages et les mécanismes- administratifs de notre bureaucratie, mais également auprès du microsome capitaliste !

Sauf que cela sonne le glas pour les décideurs sans la moindre efficacité et qui profitent sans vergogne de la non- reddition des comptes !

Sauf que cela risque de priver énormément de " responsables " de leur rente et faire en sorte que les coupes budgétaires très fréquentes et justifiées là où de grosses enveloppes budgétaires n'étaient justement pas forcément ni spécialement justifiées !

Sinon ,en quoi pourrait nous aider Elon Musk !?

De l'efficacité gouvernementale pour le Nouveau modèle de développement !?

De l'efficacité dans la gouvernance des réformes, des stratégies, des plans et des chantiers ?

Dans la hiérarchisation des priorités !? Dans l'éducation nationale et les universités ?



Et si Elon Musk, futur ministre de "l'efficacité gouvernementale" chez Trump 2', faisait une petite escale chez le gouvernement Akhanouch !?

Et si "l'efficacité gouvernementale" d'Elon Musk s'invitait chez M.Akhanouch !

Dans la gouvernance de la santé ? Dans l'énergie, les transports en commun et la voiture du futur !?
La libre entreprise, l'agriculture et la protection de l'environnement ?

L'urbanisme, l'efficacité énergétique et l'adaptation aux changements climatiques ?

De l'efficacité gouvernementale dans chaque région, à l'échelle locale afin de répondre aux défis grandissants de l'équation du développement humain et de la croissance économique !? Etc, Etc....

Pour ne prendre que l'exemple de l'enseignement qui connaît des crises chroniques qui semblent quelques fois interminables et sans issue, une cure d'efficacité dans la gouvernance serait la bienvenue car rien n'empêche d'adopter les standards internationaux et les normes de gestion les plus modernes sur la base d'objectifs chiffrés !

Pour passer de la morosité, etc sortir de l'inertie et l'immobilisme au stade de l'efficacité dans la gouvernance, il va falloir forcément brûler certaines étapes et cocher certaines cases à condition que la volonté politique soit réunie car il n'y a pire sourd que celui qui ne veut absolument rien entendre.

La révolution Musk !

A lui tout seul, Elon Musk est une révolution beaucoup plus fulgurante que ne l'ont été les révolutions industrielle et informatique ! Et comme Donald Trump aura le soutien du Sénat et du Congrès, il sera d'autant plus puissant et ainsi Elon Musk aura les mains libres pour entamer et lancer sur orbite sa révolution !

Et certainement, une révolution beaucoup plus marquante et significative qui promet de mener l'Amérique plus loin que les frontières du réel que l'intelligence artificielle dépasse déjà.

Cette révolution nous interpelle tous, et en premier lieu nos décideurs, nos dirigeants et nos gouvernants car c'est soit prendre le train en marche soit se résigner à sombrer dans la préhistoire du sous-développement durable.

Une révolution qui sonne le glas pour les responsables incompetents et sans valeur ajoutée !

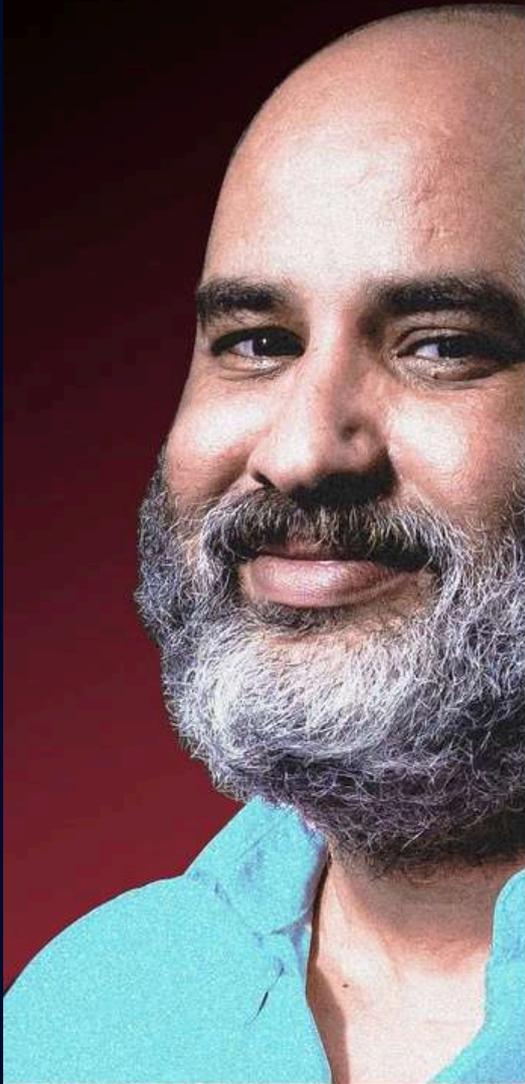
Sérieusement, il n'y a qu'un seul sujet qui compte et c'est certainement celui concernant le rapport qualité-prix de la gouvernance actuelle car il n'y a qu'un seul et unique débat à avoir : celui concernant la meilleure gouvernance possible au meilleur coût pour l'Etat, pour les citoyens et pour les générations futures !

Allons, bon dépoussiérons les carcasses de nos mentalités usées et débarrassons- nous de nos vieux archaïsmes sans valeur ajoutée et absolument pas productifs et embrassons d'un pas décidé et déterminé le nouveau monde qui nous tend les bras et la nouvelle ère qui n'attendra pas les réfractaires résistants !

Et n'attendra surtout pas, ceux et celles qui sévissent pour garantir le conservatisme et font très souvent la guerre aux Musk made in morocco, compétents et bardés de diplômes, et ce, afin de préserver des privilèges indus !

Par Hafid Fassi Fihri

LIVRE DE LA SEMANE

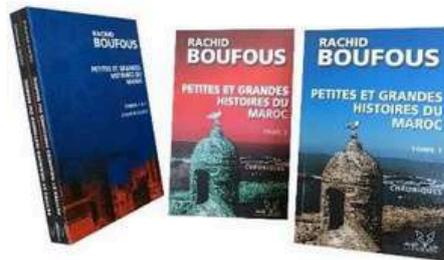


Jeudi 21 Novembre 2024

17h Hôtel Dawliz - Salé

RACHID BOUFOUS PETITES ET GRANDES HISTOIRES DU MAROC II

À l'occasion de l'ouverture de la 1ère
galerie d'Art contemporain à Salé,
conférence de l'écrivain Rachid BOUFOUS
autour de son nouveau roman



RECOMANDATIONS

@lodjmaroc





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME